

Vendredi 15 octobre  
Grinevald – Bert

## *Langues de France, langues en danger : aménagement et rôle des linguistes*

### **Résumés**

**Colette Grinevald – Michel Bert**

#### **« Langues en danger, idéologies et revitalisation »**

Cette communication présentera d'abord brièvement l'historique de l'évolution qui a conduit, au cours des dernières décennies, le travail des linguistes de langues en danger (LED) à s'organiser en une chaîne comportant 4 volets : Description, Documentation, Archivage et, à date récente, Revitalisation (DDAR).

Nous aborderons ensuite les enjeux idéologiques liés à la revitalisation de LED à partir de notre triple point de vue :

- la recherche en DDAR sur la base de notre travail de longue haleine sur deux langues très menacées : le rama au Nicaragua (C. Grinevald) et le francoprovençal en France (M. Bert),
- l'enseignement et l'encadrement d'étudiants travaillant sur LED, au sein d'un laboratoire, l'UMR DDL, qui constitue un pôle français de réflexion sur les problématiques de LED,
- la promotion et la vulgarisation sur LED, à destination du grand public, des décideurs ou des communautés linguistiques.

Nous proposerons dans un premier temps d'identifier les différents domaines porteurs d'idéologies (monde académique ; niveau local, régional, national ou international) et les types d'idéologies véhiculées dans ces différents contextes. Puis, sur la base d'une comparaison entre les situations du rama et du francoprovençal sur une période de plus de vingt ans, nous illustrerons comment l'intrication entre les idéologies convergentes et les idéologies divergentes en présence à une époque donnée peut créer des épisodes de conflits ou au contraire de synergies propices à des projets de revitalisation.

-----

**N. Lechevrel**

#### **Langues en danger et écologie du langage**

On introduira la communication par une présentation des chercheurs qui se penchent sur la problématique des langues en danger et pour qui la perte de la diversité linguistique constitue une réelle menace pour la communauté (Fishman, 1997 ; Nettle et Romaine 2000 ; Crystal, 2000). Dans un deuxième temps, nous distinguerons deux cadres écologiques : le premier, consistant à établir un lien étroit entre diversité linguistique et diversité biologique (Trampe, 1991 ; Maffi, 2001 et Sutherland, 2003) et portant dans certains travaux sur l'étude des marques de la biodiversité dans le langage ; le second relevant d'une utilisation métaphorique du concept et ouvrant à un plus large spectre d'approches. Les cadres d'analyse écologique métaphoriques seront envisagés comme autant de façon d'aborder l'objet langue de façon synthétique : ces travaux étudient leur objet, simultanément, de tous les points de vue possibles (socio-historique, socio-culturel, ethnographique, etc.) pour aller vers une cohésion pratique, bien souvent refusée sur le plan théorique. En ce sens, l'écologie des langues, tel

qu'elle avait d'ailleurs été développée par Haugen (1970, 1971, 1972, 1979, 1987), est indissociable de l'aménagement linguistique, de la politique et de la planification linguistique (Nelde, 1980, 1984 (AILA), 1992 ; Mühlhäusler, 1996 et 2001 ; Harris, 1987). Le débat portant sur l'idéologie et le « linguiste dans la cité » sera donc abordé en lien avec ce dernier point (Baggioni, 1997). Nous soulignerons en conclusion la nécessité d'une étude épistémologique de ces approches pour en comprendre les fondements. En effet, derrière ces positionnements différents, procédant bien souvent d'attitudes différentes face à l'objet et la problématique (les uns se concentrant davantage sur les causes, les autres sur les effets), peut s'exercer l'influence de courants théoriques fort opposés demandant à être éclairés (naturalisme et organicisme ; constructivisme et pragmatisme ; etc.).

-----

**James Costa**

### **Discours concurrents et revitalisation linguistique.**

Les théories autour de la revitalisation, avant de s'appliquer à des phénomènes linguistiques, ont d'abord cherché à décrire et à comprendre comment fonctionnaient les mouvements de revitalisation culturelle (Wallace, 1956), comment ils s'organisaient et comment leurs promoteurs cherchaient à promouvoir leurs idées.

Wallace montre ainsi que ces mouvements sont avant tout des mouvements fondés sur le discours, qui procède d'une analyse, qui découle elle-même d'un certain nombre de présupposés idéologiques, de l'état de la société. A une société jugée non satisfaisante, ces mouvements proposent une solution, qui peut être globale (comme dans le cas des mouvements fascistes) ou partielle, s'appuyant sur un seul ou quelques aspects culturels, comme la langue. De même, pour Fairclough, les phénomènes sociaux sont composés d'un **moment** discursif (Fairclough, 2006), qui accompagne tout changement.

C'est à ce moment que nous nous intéresserons ici, moment acté avant tout par les militants au cœur du processus de revitalisation, qui recontextualisent ainsi divers discours, en particulier de linguistes, pour légitimer leur action.

Il s'agira donc d'étudier comment, à partir de nos travaux en Ecosse et en Provence, les processus de revitalisation concurrents sont justifiés et légitimés discursivement, et quels usages sont fait des discours des linguistes, afin de montrer que l'opposition discours dominant / discours dominé n'est pas la seule à prendre en compte. En effet, si le discours dominant n'est pas homogène, les discours militants autour de la langue régionale sont eux-mêmes traversés par divers conflits qui sont autant de manières de contester l'idéologie dominante et d'instrumentaliser les questions linguistiques à des fins sociales qui n'ont, in fine, que peu à voir avec les langues elles-mêmes (Cameron, 1995, 2007).

#### **Références**

Cameron, D. (1995). *Verbal Hygiene*. London: Routledge.

Cameron, D. (2007). Language endangerment and verbal hygiene: History, morality and politics. In A. Duchêne & M. Heller (Eds.), *Discourses of Endangerment* (pp. 268-285). London & New York: Continuum.

Fairclough, N. (2006). *Language and Globalization*. Abingdon: Routledge.

Wallace, A. F. C. (1956). Revitalization Movements. *American Anthropologist*, 58(2), 264-281.

-----

**Patrick Sauzet**

### **Occitan : de la nécessité d'être une langue et de la difficulté de le rester**

Souvent les linguistes renvoient à l'arbitraire la question du statut de « langue » de la forme linguistique qu'ils étudient. Tout ce qui se parle relève d'une compétence linguistique humaine et donc d'une langue en ce sens. C'est sur cette base que le descriptiviste ou le théoricien affiche un

agnosticisme de bon aloi : langue, dialecte, parler, patois... qu'importe. Cette prudence ou cette indifférence volontaire est sans doute une des causes de l'amplitude de la variation des évaluations chiffrées du nombre de langues existantes et par-là du nombre de langues menacées. L'effet risque d'être démobilisateur : comment alerter sur la disparition prochaine de centaines de langues sur la base de chiffres qui varient de 2000 à 7000 ?

La conciliation la plus simple entre l'agnosticisme du statut et une forme de reconnaissance valorisante de l'objet est le choix de la plus petite langue. En posant qu'il y a langue à un bas degré de variation, on peut penser préserver au mieux la différence, la diversité linguistique.

La situation de l'occitan invite à s'arrêter aux enjeux de la définition des langues (externes) et à penser à la fois :

- qu'il importe d'être une langue au point qu'être une langue peut être pour un ensemble de pratiques linguistiques la seule institution qui puisse les conforter, autrement dit l'occitan n'a de force que d'être langue, d'avoir ce statut à travers (par et contre) ses formes dialectales,
- que le plus petit n'est pas toujours le plus beau : il faut poser la langue au niveau où elle permet le meilleur gain culturel pour les locuteurs.

Un autre point que nous enseigne la situation de l'occitan, c'est que la vision maximale fragmentée et minimalement reconnue de la pratique linguistique que constitue « le patois » n'est pas un pur effet d'idéologie extérieur aux pratiques des linguistes. « Patois » a accompagné, a justifié et s'est justifié de la pratique linguistique (authentiquement scientifique d'ailleurs). De ce constat d'implication, on peut conclure que les linguistes sont fondés (voire qu'ils ont sur ce point une forme de devoir) à s'inquiéter du statut de langue de ce qu'ils étudient, de sa mise en place spécifique et de ses implications concrètes en termes de standardisation, de normativisation et d'usage métalinguistique.

-----

**Kamal Naït-Zerrad**

### **Aménagement linguistique et enseignement du berbère : le rôle des TIC**

Mon intervention tentera de montrer l'utilité et même la nécessité de profiter des TIC et de l'Internet pour la sauvegarde et l'enseignement de langues minoritaires comme le berbère, enseignement qui est bien entendu lié à la standardisation de la langue. Je préciserai d'abord tous les arguments en faveur des TIC et de l'enseignement à distance, puis je présenterai les préalables indispensables à l'informatisation de la langue (norme(s), polices de caractères Unicode, clavier, ...), et enfin j'indiquerai quelques éléments d'organisation pour dispenser de tels cours (publics, contenus, moyens, financements,...).

-----

**Agnès Millet & Isabelle Estève**

### **La querelle séculaire entre oralisme et bilinguisme met-elle la place de la Langue des Signes Française (LSF) en danger dans l'éducation des enfants sourds ?**

La LSF, langue naturelle parlée par les Sourds en France, a été, au cours des siècles, façonnée par des représentations sociales inscrites dans la querelle qui oppose les partisans d'une éducation oraliste – à savoir excluant une langue gestuelle – aux partisans d'une éducation bilingue (français/LSF). Ces représentations se déclinent entre les pôles de la répulsion et de la fascination, la LSF restant peut-être dans tous les cas un objet d'une « inquiétante étrangeté ». Ces querelles et ces représentations ont amené à penser le sujet sourd comme « sourd oral » ou « sourd gestuel ». Or, l'observation des pratiques montre que les sourds utilisent les ressources à leurs dispositions, dans un parler bilingue dynamique.

La description des pratiques amène ainsi à réinterroger les idéologies qui sous-tendent les choix pédagogiques et les directives ministérielles, spécialement les circulaires de l'Éducation Nationale, qui sont loin de correspondre aux pratiques d'une part et aux attentes des acteurs de terrain d'autre part. Ainsi, les réponses institutionnelles, parce qu'elles restent le simple reflet des idéologies dominantes du moment, peuvent, au bout du compte, servir de repoussoir et, que l'on soit dans la répulsion ou dans la fascination, mettre la place de la LSF en danger dans l'éducation des enfants sourds.

---

**Michel Launey**

### **Les linguistes à l'école en Guyane**

On retracera l'histoire de l'implication d'un petit groupe de linguistes dans les questions éducatives en Guyane, où l'école est face à une situation linguistiquement complexe (1/3 d'élèves non francophones – ou arrivant tels à l'école – dont beaucoup de Français d'origine amérindienne, bushinenge ou asiatique) et préoccupante (échec scolaire massif). A travers des relations parfois hostiles et parfois confiantes entre les linguistes, les enseignants et leur hiérarchie, on montrera comment un ajustement des points de vue a permis une avancée de la réflexion sur la présence des langues maternelles des élèves à l'école, et l'élaboration de dispositifs mieux adaptés.

---

**Claire Moyse-Faurie**

### **Documentation d'une langue kanak ultra-minoritaire : contextes politique et social, réalisation et difficultés rencontrées**

En 2004, la Direction de la Culture de la Province Nord de la Nouvelle-Calédonie a confié aux linguistes océanistes du Lacito la réalisation d'un programme d'étude de plusieurs langues kanak non encore documentées. Il s'agit principalement de réunir et d'éditer une documentation constituée d'un dictionnaire thématique et alphabétique, suivi d'un lexique français-langue vernaculaire et accompagné d'une présentation grammaticale.

J'ai effectué une première enquête sur le haméa, langue parlée par moins de 300 locuteurs dans quelques villages situés au fin fond d'une étroite vallée de la côte est de la Grande Terre calédonienne. Une seconde enquête aura lieu en août 2009.

Ma communication présentera les difficultés d'une telle enquête sur une petite langue kanak, dans un contexte politique pourtant assez favorable, étant donné l'engagement apparent des différents acteurs locaux. Outre la Province Nord, l'Agence de Développement de la Culture Kanak, la Direction de l'Enseignement du Territoire et la toute nouvelle Académie des Langues Kanak devraient être à même de promouvoir la sauvegarde et l'enseignement des langues kanak. Les obstacles sont cependant nombreux étant donné la situation de grand plurilinguisme, la médiocre transmission intergénérationnelle et l'absence de formation d'enseignants sur ces langues très minoritaires.

---

Julia Sallabank

Research Fellow in Language Support and Revitalisation, Endangered Languages Academic Programme, School of Oriental and African Studies, London

### **La revitalisation des variétés normandes des îles anglo-normandes : le rôle des militants, de la documentation et des linguistes**

Les Iles Anglo-Normandes, dans le Golfe de St-Malo, sont indépendantes depuis 1204, mais appartiennent à la couronne britannique. Des variétés du normand sont (ou furent) parlées sur chacune des îles ; toutes sont en danger et certaines n'ont (presque) plus de locuteurs. L'activisme linguistique sur ces îles remonte au 19<sup>e</sup> siècle. Les dictionnaires produits par des locuteurs natifs sans formation linguistique représentent d'énormes efforts, mais ils manquent d'uniformité et promeuvent une idéologie puriste. La coopération avec des linguistes pour produire des matériaux utiles à la communauté et fondés sur un corpus documentaire systématique serait donc utile, mais les idéologies des deux parties l'empêchent.

Depuis les années 1970 les activistes jersiais prêtent peu d'attention à documenter l'usage et la prononciation des locuteurs natifs, en particulier les variations régionales, alors que la majorité de ces locuteurs appartient à la génération la plus âgée. L'enseignement formel ne réussit pas encore à reproduire une nouvelle génération de locuteurs capables de s'exprimer couramment. En outre, puisque les activistes concentrent leur temps et leur énergie à l'enseignement, il n'en reste plus pour d'autres activités.

Cette intervention tente de trouver un moyen de concilier les idéologies des activistes et celles des linguistes à travers l'éducation mutuelle. Elle affirme que notre engagement à 'rendre quelque chose aux communautés' implique non seulement de fournir des enregistrements ou des vidéos, mais aussi de contribuer de façon responsable à l'aménagement linguistique et à la politique langagière.

-----

**Jean-Baptiste Martin - Michel Bert**

**« Genèse d'une politique linguistique régionale : le projet FORA  
(Francoprovençal – Occitan – Rhône-Alpes) »**

En juillet 2009, la région Rhône-Alpes a décidé de « Reconnaître, valoriser, promouvoir l'occitan et le francoprovençal ». Par ce texte voté par l'assemblée régionale, la Région s'est prononcée pour la mise en place d'une politique linguistique en faveur des langues régionales parlées sur son territoire, ce qui n'avait pas été fait jusqu'alors, contrairement à nombre d'autres régions françaises.

Cette décision fait suite à une étude nommée "FORA (Francoprovençal – Occitan – Rhône-Alpes)" réalisée par différents laboratoires rhônalpins (Institut Gardette, DDL, ICAR...) en coordination avec des associations œuvrant en faveur de l'occitan ou du francoprovençal.

Cette communication présentera tout d'abord l'appel d'offre commandité par la région, qui se composait de trois volets (description des langues régionales, états des lieux des pratiques et préconisations), puis la méthodologie adoptée par l'équipe en charge de l'étude et le déroulement des enquêtes, et enfin les résultats de cette étude.

Nous décrivons ensuite les dispositions finalement adoptées par la région Rhône-Alpes et les premières mesures qui devraient être mises en œuvre.

-----

**Alain Dawson**

**Le picard est-il bienvenu chez les Chtis ? Identité(s) régionale(s), marketing et conscience linguistique dans le Nord de la France.**

Le domaine linguistique picard, tel qu'il est défini par les linguistes à partir d'isoglosses bien connues (comme la non-palatalisation de c+a, g+a au sud et à l'est), couvre partiellement les régions françaises de Picardie et du Nord-Pas de Calais et la province belge de Hainaut. Néanmoins, le glossonyme « picard » n'est réellement revendiqué que par les habitants de la Picardie administrative (départements de la Somme, de l'Oise et de l'Aisne), ainsi que dans la partie belge du domaine. Dans le Nord-Pas de Calais s'est répandu le glossonyme alternatif « chtimi » (ou « chti »), à côté du terme générique « patois ».

Au-delà de l'histoire du terme « chti(mi) » dont les origines remontent aux tranchées de la Première Guerre Mondiale, nous nous interrogerons sur l'usage qui en est fait de nos jours et sur ce qu'il nous dit de la conscience linguistique des gens du Nord. Celle-ci est fortement influencée par les limites géographiques des régions administratives : il y aurait ainsi un picard de Picardie et un « chti(mi) » du Nord-Pas de Calais, éventuellement redéfini comme « un dérivé du picard », dans une vision qui occulte tout à la fois la variabilité interne des variétés du Nord-Pas de Calais et leur profonde solidarité avec celles des régions voisines. Le marketing s'est chargé de flatter le « Lokalpatriotismus » des gens du Nord pour accentuer encore davantage cette tendance. La floraison de publications, de qualité très inégale, parues dans le sillage du film « Bienvenue chez les Chtis », contient même les germes d'un véritable « séparatisme linguistique », par rejet du caractère picard du « chti ». Quelle attitude doivent adopter le linguiste et l'aménageur linguistique dans ce contexte ? Doivent-ils accompagner ce mouvement centrifuge en décrivant séparément une « langue chti » et une langue picarde ? ou au contraire poursuivre leur travail de pédagogues en insistant sur le caractère picard des variétés du Nord-Pas de Calais, et en forgeant les outils descriptifs et normatifs propres à affirmer l'identité linguistique inter-régionale ?

-----

**Ronan Calvez**

### **De quoi breton est-il le nom ?**

Quand il est question de la langue bretonne, ce sont – lorsqu'on a mis de côté l'indifférence, sentiment le mieux partagé – trois attitudes contradictoires qui se devinent et trois discours antinomiques qui se tiennent.

1. Le breton, c'est un patois de ploucs : on le méprise et on stigmatise ses locuteurs.
2. Le breton, c'est un parler paysan dont on exalte le caractère particulièrement riche et esthétique : cette nature *populaire* en fait la langue *naturelle* de l'âme bretonne.
3. Le breton, c'est une langue dont le caractère dialectal est une richesse, certes, mais aussi un handicap qu'il faut dépasser en faisant la promotion d'une langue supra-dialectale normalisée : la rénovation de la langue bretonne est donc nécessaire, afin qu'elle soit à la hauteur du rang de langue nationale qui est la sienne.

Pourtant, tout aussi différents qu'ils semblent être, ces attitudes et ces discours témoignent d'une seule et même représentation épilinguistique. En effet, ils ont en commun une vision identique de la langue – langue de paysans, et dans une moindre mesure de marins, qu'il faut mépriser, exalter ou dépasser.

Pourquoi est-on en présence d'un tel paradoxe ?

Un début de réponse peut être apporté lorsqu'on prend véritablement en compte l'histoire des locuteurs bretonnants et qu'on essaie de comprendre ce que parler breton a voulu dire et veut dire pour eux. Il faut donc dessiner une histoire sociolinguistique du breton.

De plus, ces vues apparemment contradictoires sur la langue et ces discours épilinguistiques différents ont en commun une même vision de la communauté linguistique qui se caractérise, dans sa

définition, par l'affirmation de la primauté du critère linguistique. Il faut donc tenir compte de l'idée reçue qui veut que les langues existent autrement que comme des abstractions.

-----

**Marc-Olivier Hinzelin**

**Langues et dialectes en Suisse –  
les rapports différents entre langue standard et dialecte  
en domaine roman et germanique**

Ma communication portera sur les rapports entre langue standard, langue régionale et dialecte des quatre langues nationales de la Suisse (allemand, français, italien et romanche). Les différences de la vitalité entre les dialectes ou patois sont très prononcées : d'un côté, le dialecte suisse allemand (*Schwiizerdüütsch*) jouit d'une popularité extraordinaire, de l'autre, le patois francoprovençal a presque complètement disparu (à l'exception de quelques localités dans le Valais). Pour ce qui est des autres dialectes romans, le dialecte italien (plus précisément le lombard occidental) parlé dans le Tessin et dans quelques vallées méridionales des Grisons demeure très vivant. Quant au romanche parlé dans le canton des Grisons et qui est constitué lui-même de cinq dialectes (le sursilvan dans la région du Rhin Antérieur, le sutsilvan dans la vallée du Rhin Postérieur, le surmiran dans les vallées de l'Albula et de la Julia, le puter en Haute-Engadine et le vallader en Basse-Engadine), il connaît une régression lente de son usage en perdant du terrain au profit du suisse allemand. Récemment, une langue écrite commune a été proposée, le rumantsch grischun, qui a été aussi introduite à l'école.